

LE BULLETIN



ITIE-BF

Initiative pour la transparence dans les industries extractives au Burkina Faso

N°01

Octobre à Décembre 2025



Remise officiel du rapport ITIE 2024 au Ministre de l'Économie et des Finances



P.10

L'ITIE-BF mise sur la mobilisation et la formation des acteurs de la communication



P.12

La digitalisation pose les jalons d'une gestion moderne et transparente des données extractives



P.25

L'ITIE-BF mobilise les communautés locales pour une évaluation de la transparence des acteurs extractifs

SOMMAIRE

1. ÉDITORIAL.....	P. 03
2. FOCUS ITIE	P. 04
• Le Rapport ITIE 2024 officiellement remis au Ministre de l'Économie et des Finances • Les chiffres clés du Rapport ITIE 2024 • Processus d'élaboration du rapport ITIE • Le Comité de pilotage adopte le plan de dissémination du Rapport ITIE 2024	
3. ACTUALITÉS	P. 10
• Mobilisation et formation des communicants publics, des influenceurs numériques et des acteurs de la société civile • La digitalisation du processus de collecte des données ITIE pour plus de transparence • L'ITIE-BF initie une étude stratégique pour anticiper l'impact des recettes minières • Validation de la nouvelle plateforme de notation des acteurs extractifs • Renforcement des capacités des cadres du SP-ITIE en Gestion axée sur les résultats • Montée des couleurs : patriotisme et engagement	
4. COMMUNAUTES LOCALES	P. 22
• Evaluation de la transparence des acteurs du secteur extractif, l'ITIE Burkina Faso mobilise les communautés locales • Bilan des ateliers participatifs dans les communes	
5. PAROLE AUX ACTEURS	P. 25
• Alliance stratégique entre le SP-ITIE et la DGMG • Renforcement du dialogue avec la Chambre des Mines du Burkina • Consolidation du partenariat entre le SP-ITIE et le PARGFM	
6. L'ITIE BF EN IMAGES.....	P. 28

EDITORIAL

Consolider l'élan vers une gouvernance extractive durable

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Burkina Faso (ITIE-BF) réaffirme son engagement à informer, sensibiliser et mobiliser autour des enjeux liés à l'exploitation minière au Burkina Faso.

Ce deuxième numéro du Bulletin ITIE-BF met en évidence les avancées enregistrées au cours du dernier trimestre de 2025, tout en soulignant les défis à relever pour renforcer la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles.

Entre octobre et novembre 2025, l'ITIE-BF, par l'entremise de son Secrétariat permanent, a franchi des étapes majeures. La publication du Rapport ITIE 2024, en année N+1, illustre l'engagement des administrations publiques, des entreprises extractives, des organisations de la société civile et des partenaires en faveur de la transparence et de la responsabilité gouvernance du secteur extractif. Ce rapport met en lumière une contribution record des industries extractives au PIB national, estimée à 15,08 %. Les paiements effectués atteignent 635,58 milliards de FCFA, dont plus de 96 % ont été versés au budget de l'État.

Le Secrétariat permanent de l'ITIE a également intensifié la divulgation des données extractives du Rapport 2024 à travers une campagne de communication digitale, garantissant à chaque citoyen un accès à une information claire et actualisée. Les rapports ITIE sont désormais mieux valorisés et plus accessibles, permettant aux communautés locales et aux parties prenantes de s'appropriier les chiffres et d'alimenter le débat public.

Le dialogue multi-acteurs s'est aussi consolidé, favorisant un climat de confiance et de cohésion entre l'État, les entreprises et la société civile. Par ailleurs, la digitalisation des données a été amorcée, ouvrant la voie à une gouvernance moderne, inclusive et efficace.



Eric Wilfrid Yirin ZOURE
*Secrétaire Permanent
de l'ITIE-Burkina Faso*

Ces progrès traduisent une volonté politique affirmée et une mobilisation collective pour que les ressources naturelles contribuent pleinement à un développement durable et équitable. Ils rappellent également que la transparence n'est pas une finalité en soi, mais un processus continu qui exige rigueur, innovation et participation citoyenne.

Ils mettent aussi en évidence l'ampleur des défis à relever : renforcer la participation citoyenne, améliorer la diffusion des données et garantir que les retombées de l'exploitation minière bénéficient équitablement à toutes les communautés.

Ce deuxième numéro se veut un espace de réflexion et de partage. Il valorise les initiatives en cours, les témoignages des acteurs et les perspectives offertes par la Norme ITIE. Nous invitons chaque lecteur à s'approprier ces contenus, à les diffuser et à les utiliser comme leviers de changement. Car c'est ensemble, dans la transparence et la redevabilité, que nous bâtirons un secteur extractif porteur de prospérité et de justice sociale.

Le Rapport ITIE 2024 officiellement remis au Ministre de l'Économie et des Finances

Le rapport ITIE 2024 met en évidence les performances du secteur extractif, les réformes engagées par le gouvernement et les défis à relever pour une gouvernance plus inclusive et durable.



Le Président du COPIL ITIE-BF, Vieux Abdoul Rachid SOULAMA (à gauche), remettant le rapport au ministre de l'Économie et des Finances Dr Aboubacar NACANABO (au centre) et à Madame le ministre déléguée chargée du Budget Fatoumata BAKO/TRAORE



Photo de famille entre le ministre de l'Économie et des Finances et les membres de la délégation du COPIL ITIE-BF l'issue de la cérémonie de remise du Rapport ITIE 2024.

Selon le président du COPIL, Monsieur Vieux Abdoul Rachid SOULAMA, il constitue un « instrument majeur de transparence et de redevabilité dans la gestion des revenus issus du secteur extractif ».

En réceptionnant le document, le Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Aboubakar NACANABO, a salué la qualité du travail accompli. Il a réaffirmé la détermination du gouvernement à renforcer la gouvernance du secteur, avec l'ambition claire que « la rente minière profite à tous les Burkinabè ».

La cérémonie s'est déroulée en présence de Madame le ministre déléguée chargée

du Budget Fatoumata BAKO/TRAORE, des conseillers techniques du MEF et des cadres du SP-ITIE. Conduite par son président, Monsieur Vieux Abdoul Rachid SOULAMA, la délégation du COPIL ITIE-BF comprenait des représentants de l'administration publique, des sociétés minières et de la société civile.

Le président du Collège des OSC, a insisté sur l'importance de la mise en œuvre effective des recommandations du rapport par les différentes structures de l'administration publique. Monsieur Jonas HIEN a souhaité que le gouvernement puissent appuyer les structures parties prenantes dans cette tâche.

Les chiffres clés du Rapport ITIE 2024

Le Rapport ITIE 2024, élaboré par un administrateur indépendant avec des données certifiées par la Cour des comptes, constitue une analyse approfondie du secteur extractif au Burkina Faso. Ce document de 257 pages met en évidence les avancées réalisées en matière de transparence et souligne les réformes entreprises par le gouvernement pour rendre le secteur plus dynamique et performant.

Des recettes en hausse

En 2024, les sociétés minières ont déclaré un total de 635,58 milliards FCFA de paiements, contre 594,82 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 6,85 %. Sur ce montant, 612,21 milliards FCFA ont été versés directement au budget de l'État, représentant 96,32 % des paiements. Le reste se répartit entre les paiements environnementaux (1,42 %), les paiements aux sociétés d'État (1,41 %) et les paiements sociaux obligatoires (0,85 %). Le secteur extractif a exporté en 2024 des minerais pour une valeur totale de 2 790,97 milliards FCFA. La production d'or s'est établie à 64,15 tonnes, en légère baisse par rapport à 2023, mais avec une valeur d'exportation en forte hausse (2 787,38 milliards FCFA contre 2 133,18 milliards FCFA en 2023). Ces exportations proviennent des sociétés industrielles et de la SONASP, qui assure également la collecte et l'exportation de l'or artisanal.

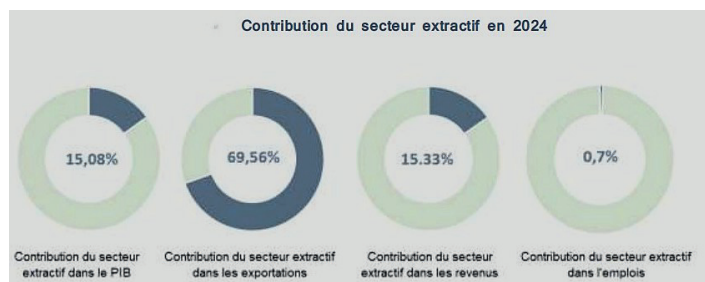
Emploi, retombées sociales et environnementales

Près de 19 000 personnes ont travaillé dans les mines industrielles en 2024, dont 96 % de Burkinabè et 9 % de femmes. Plus de 70 % des effectifs sont des ouvriers et employés. Sur le plan social, six sociétés minières ont déclaré des paiements obligatoires de l'ordre de 1,59 milliard FCFA, principalement pour des indemnités (48,21 %), des réinstallations (21,82 %) et des actions communautaires. À cela s'ajoutent des dépenses sociales volontaires de 3,825 milliards FCFA, investies dans l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage et les infrastructures locales, dans le cadre des politiques de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Les paiements environnementaux atteignent 9,121 milliards FCFA, dont la quasi-totalité provient des contributions au Fonds de Réhabilitation et de Fermeture des Mines (FRFM).

Des défis à relever

Le rapport ITIE 2024, publié en année N+1, souligne plusieurs défis majeurs qui devront être relevés dans les années à venir. Parmi eux figurent la mise en œuvre effective du nouveau Code minier adopté en juillet 2024, l'amélioration de la traçabilité de l'or artisanal, le renforcement du contrôle fiscal et la lutte contre les flux financiers illicites. Ces enjeux sont essentiels pour consolider les acquis et garantir une gouvernance plus transparente et inclusive du secteur extractif au Burkina Faso.



Synthèse par genre des emplois locaux et étrangers créés en 2024

Genre	Statut	Niveau professionnel	Effectif			
			Burkinabé	Etranger	Total	En %
Hommes	Permanents	Cadres supérieurs	588	120	708	6,97%
		Cadres moyens	761	1	762	7,50%
		Agents de maîtrise	2 966	62	3 028	29,81%
		Ouvriers spécialisés	1 837	2	1 839	18,10%
		Ouvriers	542	-	542	5,34%
Total Hommes permanents			6 694	185	6 879	67,72%
Hommes	Contractuels	Cadres supérieurs	49	141	190	1,87%
		Cadres moyens	470	-	470	4,63%
		Agents de maîtrise	608	-	608	5,99%
		Ouvriers spécialisés	758	-	758	7,46%
		Ouvriers	217	-	217	2,14%
Total Hommes contractuels			2 102	141	2 243	22,08%
Total Hommes			8 796	326	9 122	89,80%
Femmes	Permanents	Cadres supérieurs	95	2	97	0,95%
		Cadres moyens	90	-	90	0,89%
		Agents de maîtrise	331	1	332	3,27%
		Ouvriers spécialisés	195	-	195	1,92%
		Ouvriers	49	-	49	0,48%
Total Femmes permanentes			760	3	763	7,51%
Femmes	Contractuels	Cadres supérieurs	8	8	16	0,16%
		Cadres moyens	33	-	33	0,32%
		Agents de maîtrise	133	-	133	1,31%
		Ouvriers spécialisés	70	-	70	0,69%
		Ouvriers	21	-	21	0,21%
Total Femmes contractuelles			265	8	273	2,69%
Total Femmes			1 025	11	1 036	10,20%
Total			9 821	337	10 158	100%

Une assurance qualité pour les données du rapport ITIE 2024



Le président de la Cour des Comptes a supervisé les travaux de certification des déclarations des entités publiques

Dans le cadre du processus d'élaboration du rapport, les formulaires de déclaration des entités publiques sont certifiés par la Cour des comptes du Burkina Faso. Cette certification, réalisée conformément à la norme ITIE 2023, vise à garantir la fiabilité des données fournis par ces entités, concernant les revenus générés par le secteur extractif.

Sous la présidence de Monsieur Latin PODA, Premier président de la Cour des comptes, la Chambre chargée du Contrôle des Opérations de l'État (CCOE) a organisé du 13 au 19 octobre 2025 une session de certification des comptes des structures publiques, parties prenantes de la Norme ITIE. L'objectif

central de cet atelier est de vérifier et de certifier l'exactitude des revenus déclarés par les structures étatiques, garantissant ainsi que les chiffres qui sont intégrés au rapport ITIE 2024 reflètent la réalité des flux financiers de ces entités.

Ce travail de vérification est rendu possible grâce à une convention formelle établie entre le Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (SP-ITIE) et la Cour des comptes. Ce partenariat institutionnel confie à la Cour un rôle clé et permet au Burkina Faso de répondre efficacement aux exigences de la Norme ITIE 2023.



Le chef de Département Mise en oeuvre de la Norme ITIE, Monsieur Lamoussa Barthélémy OUEDRAOGO (première photo) a participé à la rencontre aux côtés des cadres de la Cour des Comptes.

Un processus d'élaboration rigoureux et inclusif



Le Secrétaire permanent de l'ITIE Monsieur Wilfrid Yirin ZOURE (à gauche) a présidé les travaux de conciliation des données.



Le chef de Département Mise en oeuvre de la Norme ITIE, Monsieur Lamoussa Barthélémy OUEDRAOGO (à gauche) a compilé les principaux amendements formulés par les participants.

Le Rapport ITIE 2024 au Burkina Faso est le fruit d'un travail collectif mené avec méthode et transparence. Du 10 au 19 novembre 2025, les points focaux des structures parties prenantes et des experts techniques se sont réunis pour examiner et amender le projet de rapport fourni par l'administrateur indépendant.

Depuis 2008, cet exercice annuel de conciliation entre les paiements des entreprises et les recettes perçues par l'État demeure le pilier du processus d'élaboration du Rapport ITIE, gage de transparence, de fiabilité des données et de qualité.

Ouverture des travaux

L'examen du projet de rapport a débuté le 10 novembre 2025, sous la présidence du Secrétaire permanent de l'ITIE Burkina Faso, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE. L'atelier d'assurance qualité consacré à l'examen du projet de rapport ITIE 2024 a rassemblé des représentants de l'administration publique, des entreprises minières, des experts techniques et des cadres du SP-ITIE. Les participants ont passé en revue les données collectées, identifié les incohérences éventuelles et vérifié leur conformité avec la Norme ITIE 2023. Dans son intervention, Monsieur ZOURE a rappelé que le rapport ITIE est un outil fondamental de transparence et de dialogue, insistant sur la nécessité de

garantir la fiabilité des informations transmises par les entités publiques et les sociétés minières.

Clôture et validation des données

Après dix jours de discussions et d'analyses, les experts des services techniques et les parties prenantes ont apporté des amendements et corrections techniques au projet de Rapport ITIE 2024.

Ces corrections substantielles concernent notamment la conciliation entre les données des régies financières à savoir la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Des rectifications ont aussi été portées aux informations fournies par les sociétés d'État et les entreprises minières. Les vérifications ont également permis de rectifier des erreurs de calcul, de préciser les chiffres réels de l'exploitation minière en 2024 et de lever les équivoques concernant les ventes d'or à l'étranger.

L'atelier d'assurance qualité, qui s'est déroulé selon une approche collaborative et inclusive, a pris fin le 19 novembre 2025. Le fichier amendé du rapport ITIE 2024 a été transmis à l'Administrateur Indépendant pour intégration de l'ensemble des observations, avant l'étape de l'examen final et de l'adoption du rapport par le Comité de pilotage de l'ITIE Burkina Faso.

Le Comité de pilotage valide le rapport ITIE 2024 lors de sa quatrième session ordinaire



Les membres du Comité de Pilotage (COPIL) de l'ITIE-BF réunis à l'issue de la quatrième session ordinaire consacrée à l'examen et à la validation du Rapport ITIE 2024.

Une fois les amendements des parties prenantes intégrés, l'administrateur indépendant a soumis le projet de rapport à la validation du Comité de Pilotage (COPIL) de l'ITIE-BF, lors de sa quatrième session ordinaire tenue le 25 novembre 2025, à Ouagadougou.

Cette rencontre majeure, présidée par Monsieur Vieux Abdoul Rachid SOULAMA, Secrétaire Général du Ministère de l'Économie et des Finances et Président du COPIL, a permis aux membres du COPIL, de prendre connaissance des données du rapport, d'examiner la conformité du document avec la Norme ITIE et d'échanger sur recommandations formulées.

Le président du COPIL, Monsieur SOULAMA, a salué la qualité du travail tout en soulignant l'importance du suivi. « Ce document est porteur de nombreuses interpellations. Il appartient au COPIL d'analyser en détail les recommandations et de réfléchir aux mesures idoines pour améliorer la gouvernance du secteur extractif » a-t-il dit. Au terme des discussions approfondies entre les représentants de l'État, des entreprises et de la société civile, le rapport ITIE 2024 a été validé, marquant une avancée significative dans la transparence du secteur extractif burkinabè.

Digitalisation et initiatives de communication

Outre la validation du rapport, la quatrième session ordinaire du COPIL a permis de faire le point sur la modernisation des outils de l'ITIE-BF. Le département chargé de la mise en oeuvre de la Norme a fait le point sur l'état d'avancement de la base de données informatique de l'ITIE-BF, qui affichait un taux d'exécution de 88 % en fin novembre 2025.

Le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, a annoncé la création d'un bulletin trimestriel de l'institution. Cet outil de visibilité est destiné à sensibiliser davantage le public et à faciliter l'accès aux enjeux des industries extractives. Le tout premier numéro a été officiellement dévoilé au cours de la session.

À l'issue des travaux, le Secrétariat Permanent a annoncé la convocation prochaine d'une session extraordinaire. Celle-ci sera spécifiquement dédiée au cadrage de la campagne de dissémination, afin de garantir que les conclusions du Rapport ITIE 2024 soient largement partagées et appropriées par l'ensemble des citoyens.

Le Comité de pilotage adopte la stratégie de dissémination du rapport ITIE 2024



Mme Alima Rosine KADIO a présenté aux membres du COPIL, le projet de communication sur les activités de la SONASP



La session a réuni les membres du COPIL ainsi que les point focaux des structures parties prenantes et les cadres du SP-ITIE

Le Comité de pilotage de l'ITIE-Burkina Faso a adopté, le 8 décembre 2025, le plan de dissémination du Rapport ITIE 2024. Cette démarche répond à l'Exigence 7 de la Norme ITIE 2023, qui impose aux pays membres de diffuser largement et de manière accessible les informations sur le secteur extractif, afin de renforcer la transparence et la participation citoyenne.

Réuni en session extraordinaire, le Comité de pilotage (COPIL) de l'ITIE-BF a validé le plan de dissémination du Rapport ITIE 2024. La séance était présidée par président du Collège des Organisations de la société civile. Monsieur Jonas HIEN a rappelé que l'objectif n'est pas seulement de publier le rapport, mais de le diffuser de façon cohérente et harmonisée pour que toutes les populations, en milieu urbain comme en milieu rural, disposent des mêmes informations sur le secteur extractif. « C'est ainsi que nous renforcerons la transparence et la confiance dans la gestion de nos ressources », a-t-il affirmé.

Selon le Secrétaire permanent de l'ITIE-BF, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, « les différentes activités programmées pour la campagne de dissémination vont permettre d'assurer une diffusion large, harmonisée et accessible du rapport ITIE 2024 ».

Le plan de dissémination, présenté par

Madame Raïssa ZIDOUEMBA, cheffe du Département Communication, Information et Partenariat, s'articule autour de quatre axes complémentaires :

- institutionnelle avec l'organisation de conférences publiques et la remise officielle du rapport aux autorités ;
- communautaire et régionale avec la tenue d'ateliers dans les zones minières et production d'émissions en français et en langues nationales ;
- académique et documentaire avec la distribution du rapport dans les universités, bibliothèques et écoles de formation professionnelle ;
- médiatique et digitale avec le déploiement de capsules vidéo, d'infographies sur les réseaux sociaux, couverture médiatique, émissions télévisées et radiophoniques.

Les membres du COPIL ont également examiné les communications destinées aux ateliers de dissémination et donné des orientations pour mieux répondre aux attentes des parties prenantes locales. La campagne nationale de dissémination qui a officiellement débuté le 9 décembre 2025, s'étend sur plusieurs mois à travers le pays.

Transparence extractive au Burkina Faso

L'ITIE-BF mise sur la mobilisation et la formation des acteurs de la communication



Les communicants ont pris connaissance de la stratégie de communication de l'ITIE-BF

Au cours du dernier trimestre de l'année 2025, l'ITIE-BF a mobilisé divers acteurs de la communication pour renforcer la diffusion des données extractives. À travers une série d'ateliers réunissant communicants institutionnels, médias, influenceurs numériques et organisations de la société civile, le Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives a posé les jalons d'une stratégie globale de communication et de sensibilisation.

L'ambition est de transformer des données souvent techniques en informations claires et accessibles, afin de favoriser leur appropriation par les citoyens et de consolider la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur extractif burkinabè.

Mobilisation des communicants et des médias

Le 1er octobre 2025, le SP-ITIE a organisé à Ouagadougou un atelier de réflexion et d'échanges réunissant les services de communication des structures publiques, les entreprises extractives et les médias. Cette rencontre avait pour objectif de mutualiser les efforts de communication afin d'assurer une meilleure diffusion des données du secteur extractif.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Permanent, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, a rappelé que « la transparence est la clé



Les échanges interactifs entre les communicants, les médias et le SP-ITIE ont permis de définir des axes de collaboration pour la diffusion des données du secteur extractif.

qui ouvre la porte à la confiance et à la collaboration ». Les discussions ont porté sur la Norme ITIE 2023, la stratégie de communication de l'ITIE-BF et les axes de collaboration entre le SP-ITIE et les structures participantes.

À l'issue des échanges, une feuille de route a été adoptée. Elle prévoit la mise en place d'un dispositif de diffusion croisée des données sur les plateformes des différentes structures, afin de transformer les informations techniques en contenus accessibles et compréhensibles pour les populations. Cette synergie d'actions permettra de renforcer la veille médiatique sur le secteur extractif et de préparer efficacement la prochaine Validation du Burkina Faso par l'ITIE, prévue en 2027.

Formation des influenceurs numériques et des acteurs de la société civile



Le 22 octobre 2025, le SP-ITIE a poursuivi son action en organisant un atelier de formation destiné aux blogueurs, journalistes, animateurs d'émissions interactives, étudiants des filières mines et carrières, ainsi qu'aux communicants des organisations de la société civile. Cette rencontre visait à harmoniser la diffusion des informations extractives dans l'espace numérique et à renforcer leur appropriation par les citoyens.

Saluant la mobilisation des participants, le Secrétaire Permanent, a souligné dans son intervention que « les acteurs de la communication sont des maillons essentiels de cette chaîne de transparence ». Selon Monsieur ZOURE, ces acteurs « sont à même d'informer, d'expliquer et de

vulgariser les données afin de permettre à chaque citoyen de devenir un acteur de la transparence et une sentinelle de la bonne gouvernance ».

Les travaux ont permis d'identifier les bonnes pratiques, les canaux de communication pertinents et les stratégies adaptées aux différents publics. Les participants ont été invités à s'engager dans une démarche collective pour rendre les données ITIE plus visibles et utiles, en tenant compte des spécificités de l'espace numérique burkinabè. En plaçant la communication au cœur de son action, l'ITIE-BF entend renforcer la diffusion des données extractives, favoriser le débat et contribuer à renforcer la confiance entre l'État, les entreprises et les populations.

La digitalisation pose les jalons d'une gestion moderne et transparente des données extractives



Session de travail des acteurs publics et des parties prenantes de l'ITIE-BF lors de l'atelier de formation et de validation de la base de données informatique.

La digitalisation des données ITIE constitue un enjeu majeur pour la gouvernance du secteur extractif. Au cours du quatrième trimestre 2025, les parties prenantes de la mise en œuvre de la Norme ITIE ont participé à des rencontres stratégiques dans le processus d'élaboration de la base de données informatique de l'ITIE.

La modernisation des outils de collecte et de gestion des informations ITIE vise à renforcer la fiabilité, la traçabilité et l'accessibilité des données du secteur extractif. Ce processus, validé par les parties prenantes en octobre et décembre 2025, vise à garantir une transparence accrue et à offrir aux citoyens un accès simplifié à des informations crédibles et actualisées.

Les experts valident le rapport diagnostic de la future base de données digitalisée

Un premier atelier, tenu le vendredi 17 octobre 2025, a permis de valider le rapport diagnostic de la future base de données. Le

diagnostic réalisé par un cabinet-conseil a mis en lumière les limites du système actuel, encore trop dépendant d'outils manuels comme les fichiers Excel, ce qui fragilise la traçabilité et la sécurité des données. Selon le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, cette étape de validation du rapport diagnostic est essentielle pour obtenir un consensus technique et méthodologique sur le processus et pour garantir d'adéquation de la solution digitale avec les besoins réels de toutes les parties prenantes.

La session a réuni les experts des régies financières (Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Douanes et Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique), des services informatiques de l'État (Direction Générale des Services Informatiques, Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication) et les acteurs du secteur minier (Chambre des Mines, Direction Générale du Cadastre



Les participants à l'atelier de validation de la base de données informatique de l'ITIE Burkina Faso, mobilisés pour renforcer la transparence et la fiabilité des données du secteur extractif.

Minier, Direction Générale des Etudes Statistiques et Sectorielles du Ministère de l'Energie, des mines et des Carrières).

Les participants ont ainsi exprimé des attentes claires pour la nouvelle plateforme, insistant sur l'harmonisation des formulaires de déclaration, l'interopérabilité avec les systèmes informatiques existants et la digitalisation intégrale du processus. Cette validation technique a ouvert la voie à la phase de conception de la base de données informatique de l'ITIE-BF.

Les acteurs valident la nouvelle base de données informatique

Dans la continuité de cette dynamique, un atelier de formation et de validation s'est tenu le jeudi 4 décembre 2025 à Ouagadougou pour finaliser le déploiement de l'outil. Cette rencontre a mobilisé les entités déclarantes de l'administration

publique, la Chambre des Mines, la société civile ainsi que des partenaires stratégiques tels que Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES) et le Centre d'Etude, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES).

Durant quarante-huit heures, les participants ont bénéficié d'un programme d'immersion technique, avec des simulations pratiques qui leur ont permis de comprendre la structure et les fonctionnalités de l'outil, notamment l'accès aux formulaires de déclaration, la saisie, la soumission et la conciliation de données. A l'issue des travaux, les experts des différentes structures ont procédé à la validation fonctionnelle de l'outil digital.



Les participants ont posé pour la photo de famille à l'issue de l'atelier

L'ITIE-BF initie une étude stratégique pour anticiper l'impact des recettes minières sur le budget national



Le vendredi 12 décembre 2025, le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF a franchi une étape clé dans l'analyse de la contribution du secteur extractif à l'économie nationale. Une rencontre de cadrage a réuni experts et consultants pour définir les bases d'une étude approfondie sur les déterminants de la croissance des recettes minières et leur influence future sur le budget de l'État.

L'objectif de cette réunion préparatoire était d'harmoniser les termes de référence, de valider la méthodologie et d'adopter le chronogramme avant la phase de terrain.

La mission des consultants se déroulera en deux phases dont une étape préparatoire, comprenant une revue documentaire, l'élaboration des outils et une première analyse économétrique. La seconde phase, qui est pratique, s'articulera autour de la collecte et de la tabulation des données, suivies d'un rapport de démarrage, puis d'analyses économétriques approfondies par corrélations et régressions multiples, avant la rédaction du rapport final.

En examinant en profondeur le rôle des recettes minières dans le processus budgétaire, cette étude s'inscrit dans une volonté de transparence accrue. Elle permettra non seulement d'analyser les coûts des sociétés et le suivi administratif, mais aussi d'anticiper les défis économiques à venir. Les résultats de ces travaux constitueront une boussole stratégique pour renforcer la transparence et optimiser l'impact de la rente minière sur le développement durable du Burkina Faso.

Validation de la nouvelle plateforme de notation des acteurs extractifs

L'initiative Burkina Faso poursuit ses efforts pour renforcer la transparence dans le secteur extractif. Le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF a lancé, le 24 novembre 2025, un processus de validation de la nouvelle plateforme de notation des acteurs du secteur extractif. Cet outil est destiné à mesurer de manière structurée et participative le niveau d'engagement des parties prenantes en matière de redevabilité et de transparence.



Travaux pratiques sur la validation des fonctionnalités de la plateforme de notation de la transparence minière.

Cette nouvelle plateforme est conçue pour mesurer l'engagement réel de l'administration publique, de la société civile et des entreprises minières dans la diffusion d'informations. Durant trois jours, les membres du comité de suivi et les points focaux ont examiné minutieusement les différents modules de l'outil. Les travaux ont porté sur des aspects techniques et fonctionnels essentiels à savoir l'administration de la plateforme, la gestion des formulaires de notation, l'organisation des campagnes d'évaluation, la soumission des données, la vérification des scores et l'affichage des résultats.

Rigueur technique et sécurité des données

Le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, a insisté sur l'importance de la conformité de l'outil et la sécurité informatique. Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE a invité les concepteurs à prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les données. L'objectif est de « disposer d'un outil robuste, de qualité, qui permettra d'évaluer efficacement la transparence du secteur extractif » a-t-il ajouté.

Avant le déploiement officiel de la plateforme, elle sera soumise à une validation technique par la Direction Générale des Services Informatiques (DGSi), chargée de certifier les aspects sécuritaires.

Gouvernance minière

L'ITIE-BF lance l'étude pour la divulgation systématique des données



La divulgation systématique des données du secteur extractif est un enjeu de gouvernance que l'ITIE-BF veut relever. Une réunion de cadrage a réuni le lundi 27 octobre 2025, des experts informatiques et des représentants des structures partenaires pour jeter les bases d'une étude de faisabilité sur la divulgation systématique.

A travers la divulgation systématique, l'ITIE Burkina Faso veut rendre l'information minière plus accessible aux populations. Actuellement, la publication périodique des rapports ITIE fait face à des délais parfois longs, ce qui restreint l'accès rapide à l'information pour les populations. Pour pallier cette limite, le nouveau dispositif de divulgation systématique prévoit la publication en ligne des données directement par les entités responsables

dès leur disponibilité, tout en garantissant leur parfaite cohérence avec les standards de l'ITIE.

Le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, Monsieur Éric Wilfrid Yirin ZOURE, qui a présidé la rencontre, a souligné que cette étude doit proposer une solution innovante, «un dispositif qui apporte une plus-value par rapport aux mécanismes existants ou en cours d'élaboration au sein du SP-ITIE». La réunion a permis d'adopter une note de cadrage stratégique. Ce document définit précisément les attentes techniques, fonctionnelles et organisationnelles nécessaires à la mise en œuvre de ce nouveau mode de publication. Un calendrier de travail a également été validé pour assurer une conduite diligente de l'étude.

Le MEF évalue ses performances et s'attaque aux flux financiers illicites



Le vendredi 24 octobre 2025, le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a tenu sa première session ordinaire du Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) pour l'année 2025. Cette rencontre stratégique, organisée en ligne, a permis de dresser le bilan des activités au 30 septembre 2025 et d'engager une réflexion de haut niveau sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La session a réuni l'ensemble des structures

du ministère, y compris le Secrétariat permanent de l'ITIE (SP-ITIE), représenté par Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE et les chefs de département. Les travaux ont porté sur l'examen du Plan de Travail Annuel (PTA), affichant un taux d'exécution physique de 71,93 % et un taux d'exécution financière de 29,33 %.

Le Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Aboubakar NACANABO, a salué l'engagement des équipes tout en les encourageant à maintenir cet élan pour le dernier trimestre de l'année. L'objectif affiché est d'accélérer le déblocage des ressources et de mobiliser davantage les effectifs pour atteindre les cibles fixées malgré les défis du contexte national.

Outre le bilan comptable, le CASEM a constitué une plateforme d'échange sur des enjeux sécuritaires et financiers majeurs. Les participants ont approfondi la réflexion sur les mécanismes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, des thématiques cruciales pour la stabilité économique du pays. Cette réflexion a abouti à la formulation de recommandations concrètes visant à renforcer l'efficacité du ministère et à assurer une mise en œuvre rigoureuse des résolutions issues des sessions précédentes.

Le SP-ITIE renforce les capacités de ses cadres en Gestion axée sur les résultats



Vue partielle de la session de formation des cadres du SP-ITIE, axée sur la planification, la programmation et le suivi des résultats.

Dans l'optique de consolider la culture de la performance et d'optimiser la planification de ses activités, le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF a tenu, du 03 au 04 novembre 2025, un atelier de formation intensive sur la Gestion axée sur les résultats. Cette session visait à doter les cadres de l'institution d'outils rigoureux pour une exécution et une évaluation plus efficiente des missions de l'Initiative.

Animée par des experts du Secrétariat Exécutif National de la Politique Nationale de Développement Économique et Social (PNDES) et de la Direction générale des statistiques sectorielles du ministère de l'Économie et des Finances, la formation a couvert l'ensemble du cycle de gestion des projets et activités, de la formulation à l'évaluation.

La première phase de l'atelier, conduite par Messieurs Richard YAMEOGO et Appolinaire OUEDRAOGO, a porté sur la maîtrise du Plan de Travail Annuel (PTA) et de son rapport de mise en œuvre. Selon Monsieur YAMEOGO, la Gestion axée sur les résultats est un levier incontournable pour l'efficacité des politiques publiques. Il souligne que le PTA et son rapport de suivi constituent des piliers du nouveau dispositif d'évaluation des performances des structures. Ils s'imposent également comme des instruments de gestion incontournables, sans lesquels l'administration publique ne saurait atteindre les niveaux d'efficacité et d'efficience tant espérés.

La seconde journée de formation a été marquée par les communications de deux experts du Secrétariat exécutif national de la Politique nationale de développement économique et social sur le référentiel national de pondération des activités.

Messieurs Idrissa SIDIBE, expert en évaluation et pondération, et François BAYILI, chargé d'études, ont présenté le processus d'élaboration du référentiel et son contenu. Les groupes d'activités répertoriés, les pourcentages afférents aux différents niveaux d'exécution des activités ainsi que le mode de calcul des taux d'exécution physique ont été passés en revue. Le formateur principal, Monsieur Idrissa SIDIBE, a insisté sur l'importance, pour les structures de l'administration, d'appliquer ce référentiel national afin d'assurer une exécution efficiente de leurs activités.

Les participants ont salué la qualité des enseignements et la pertinence des thématiques pour le contexte de l'ITIE. À l'issue des travaux, les cadres du SP-ITIE ont pris l'engagement ferme d'intégrer ces nouveaux instruments de programmation et de rapportage dans leurs pratiques quotidiennes, gage d'une meilleure redevabilité de l'institution dans sa mission de promotion de la transparence extractive.

Digitalisation des données ITIE

Le rapport diagnostic validé par les Experts des services techniques



Le Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (SP-ITIE) a tenu le vendredi 17 octobre 2025 un atelier stratégique consacré à la validation du rapport diagnostic sur la mise en place de la base de données informatique de l'ITIE.

Cette session de travail a réuni des experts issus des différentes régies financières et structures techniques à savoir la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Services Informatiques (DGSi), l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC), la Chambre des Mines du Burkina Faso (CMB), la Direction Générale du Cadastre Minier

ainsi que la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles du Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières (DGESS-MEMC).

L'objectif de la rencontre était d'examiner et de valider le rapport diagnostic portant sur le processus de collecte et de gestion des données, dans le cadre de la modernisation de la gestion des informations relatives au secteur extractif.

Selon le Secrétaire Permanent de l'ITIE, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, la validation collective du rapport permettra d'obtenir « un consensus technique et méthodologique sur le processus, et de garantir l'adéquation de la solution digitale avec les besoins réels de toutes les parties prenantes ».

Le diagnostic, réalisé par un cabinet-conseil sur la base d'un rapport de cadrage technique, est le fruit d'un travail de consultations approfondies avec les parties prenantes du processus ITIE. Il met en évidence les insuffisances du dispositif actuel de collecte de données, jugé trop dépendant des outils manuels comme les fichiers Excel. Cette situation affecte la consolidation, la traçabilité et la sécurité des informations dans le cadre de la production des Rapports ITIE.



Participants à l'atelier de validation du rapport diagnostic, suivant les échanges techniques sur l'interopérabilité des systèmes et la digitalisation intégrale du processus ITIE.

Le rapport fait également ressortir les attentes exprimées par les parties prenantes, notamment l'harmonisation et la stabilité des outils de collecte (formulaires de déclaration), l'interopérabilité avec les systèmes existants et la digitalisation intégrale du processus.

Les échanges, qui ont suivi la présentation du rapport par le consultant, ont permis aux Experts des services informatiques, des régies de recettes et des services

techniques de valider le rapport diagnostic, tout en insistant sur les besoins en formations ciblées et sur la nécessité d'améliorer la coordination institutionnelle autour de cet outil digital.

La validation de ce rapport diagnostic ouvre la voie à la phase de conception technique de la base de données digitalisée de l'ITIE Burkina Faso ; un outil qui devrait contribuer à renforcer la gouvernance du secteur extractif.



Participants à l'atelier de validation du rapport diagnostic, suivant les échanges techniques sur l'interopérabilité des systèmes et la digitalisation intégrale du processus ITIE.

Montée des couleurs au SP-ITIE

Patriotisme, engagement citoyen et rigueur au travail

Au Secrétariat Permanent de l'ITIE-Burkina Faso, la montée des couleurs nationales est devenue un rituel mensuel porteur de sens. En réunissant régulièrement son personnel autour du drapeau, le SP-ITIE renforce la cohésion interne, rappelle l'importance du respect des symboles de la Nation et affirme son engagement pour une gouvernance exemplaire et inclusive.

Le 7 octobre 2025, le SP-ITIE a organisé une cérémonie de montée des couleurs nationales dans ses locaux. Ce moment solennel, marqué par l'exécution de l'hymne national, s'inscrivait dans une tradition manuelle de renforcement de l'esprit patriotique et de la redevabilité au sein du SP-ITIE. Le Secrétaire Permanent, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, a rappelé que ce rituel vise à « renforcer la cohésion sociale, lutter contre la corruption et promouvoir le patriotisme », des valeurs essentielles pour une institution chargée de promouvoir la transparence dans la gestion des ressources extractives. Dans son adresse, le Secrétaire Permanent a rappelé que le respect des symboles nationaux est indissociable d'un patriotisme agissant dans l'accomplissement du service public.

Comme chaque premier mardi du mois, la cérémonie du 04 novembre a été placée sous le signe du patriotisme, de l'engagement et de l'ardeur au travail. Le Secrétaire Permanent a exhorté le personnel à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs



Cérémonie de montée des couleurs nationales au Secrétariat permanent de l'ITIE, symbole d'unité, de souveraineté et d'engagement patriotique.

assignés à l'institution, en mettant en avant le professionnalisme et l'esprit d'équipe. Au cours de la montée des couleurs du 2 décembre 2025, il a insisté sur la nécessité de maintenir la rigueur et la discipline, afin de relever les défis avec détermination et de clôturer l'année avec des résultats probants.

Au-delà de son caractère symbolique, la montée des couleurs est devenue un moment de communion et de motivation collective. Elle renforce le sentiment d'appartenance et la volonté de servir le Burkina Faso avec intégrité. À travers ce rituel, le SP-ITIE réaffirme son attachement aux valeurs de transparence, de patriotisme et de gouvernance vertueuse, tout en consolidant l'esprit d'unité et de responsabilité au sein de son personnel.



Le personnel du SP-ITIE réuni autour du Secrétaire permanent à l'occasion de la cérémonie de célébration des couleurs nationales.

Gouvernance extractive

L'ITIE Burkina Faso mobilise les acteurs locaux pour une transparence accrue



Fada



Fada

Autorités coutumières et leaders communautaires prenant part à l'atelier de sensibilisation sur la gouvernance du secteur extractif à Bobo-Dioulasso.

Du 12 au 23 octobre 2025, L'ITIE Burkina Faso a également conduit des missions de sensibilisation dans plusieurs localités stratégiques, dont Niankorodougou, Dakoro, Banfora, Bobo-Dioulasso, Houndé, Fada N'Gourma et Koupéla. L'objectif était d'impliquer les forces vives des territoires dans l'évaluation de la transparence et de la redevabilité des acteurs miniers.

L'étape de Fada N'Gourma, tenue le lundi 20 octobre 2025 sous la présidence de Monsieur Ernest NATAMA, premier vice-président de la délégation spéciale, a marqué un temps fort de cette mobilisation. Les échanges entre les représentants de l'administration publique, de la société civile et des autorités coutumières, ont permis de mettre en lumière des préoccupations majeures telles que la situation des orpailleurs, la dégradation des infrastructures routières et la nécessité de traduire les outils d'évaluation dans les langues nationales pour une meilleure appropriation par les populations.

La délégation a poursuivi son périple le mercredi 22 octobre 2025 à Koupéla, où Monsieur Christophe YAMEOGO, deuxième vice-président de la délégation spéciale, a dirigé des débats nourris autour du Fonds Minier de Développement (FMD). À cette occasion, les participants ont plaidé pour une réorientation des ressources vers de

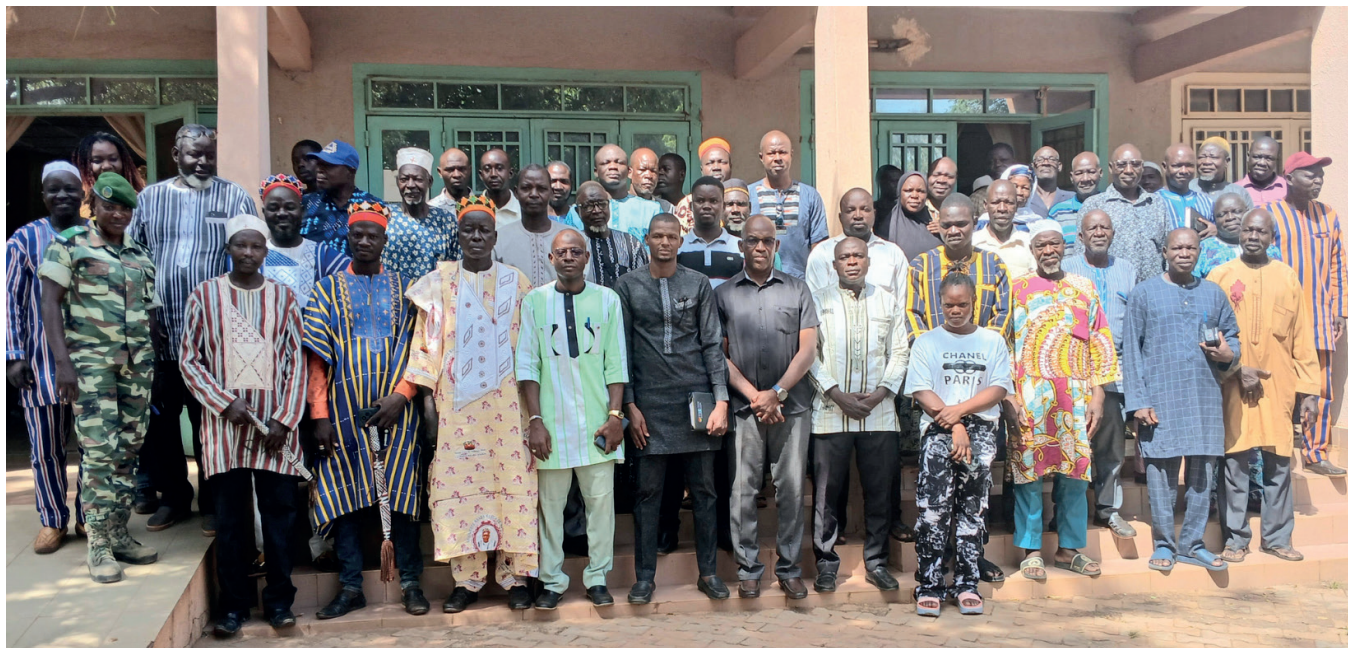
petits projets communautaires afin d'assurer un impact social plus direct. Cette étape a confirmé l'intérêt croissant des populations pour une gestion plus transparente et équitable des richesses issues de leur sous-sol.

Du 12 au 23 octobre, des ateliers ont également été organisés dans les communes de Niankorodougou, Dakoro, Banfora, Bobo-Dioulasso et Houndé.

Au terme de cette tournée qui a enregistré un taux de participation global de 65 %, le bilan fait état d'un dialogue franc et constructif entre le SP-ITIE et une diversité d'acteurs incluant leaders religieux, associations féminines et artisans miniers. Les discussions ont révélé des défis persistants, notamment le faible niveau d'employabilité des jeunes locaux, les tensions entre sociétés minières et propriétaires terriens, ainsi que les impacts environnementaux liés à l'activité extractive.

Face à ces enjeux, les participants ont recommandé une meilleure vérification des volumes extraits, le renforcement du leadership local dans le suivi des évaluations et une communication plus accrue sur les missions de l'ITIE pour garantir une visibilité durable de ses actions sur le terrain.

L'ITIE au contact des communautés pour promouvoir la transparence minière



Mogtedo



Boudry



Boudry

La série d'ateliers de sensibilisation sur l'évaluation de la transparence s'est poursuivie du 13 au 17 octobre 2025, dans la province du Ganzourgou. Ces sessions, qui se sont tenues successivement dans les communes de Mogtédou, Boudry et Zorgho, ont servi de plateforme d'échanges entre les opérateurs miniers, les autorités administratives, les organisations de la société civile et les représentants des populations riveraines.

Ces rencontres ont permis aux autorités locales, aux opérateurs miniers, aux organisations de la société civile et aux populations riveraines d'échanger sur le dispositif d'évaluation de la transparence. Les présidents des délégations spéciales ont salué cette démarche et plaidé pour la pérennisation de ce cadre de concertation,

afin de renforcer la confiance et l'inclusion dans la gouvernance minière. Au cours des discussions, les participants ont exprimé des attentes fortes concernant les retombées concrètes de l'exploitation minière sur leur quotidien. Une attention particulière a été portée sur l'impératif d'une gestion rigoureuse et transparente du Fonds minier de développement local, ainsi que sur la nécessité de renforcer les mécanismes de communication pour une meilleure circulation de l'information.

Ces échanges ont confirmé l'importance d'ancrer la transparence dans la durée et de rapprocher les décisions des citoyens, pour que les retombées minières soient perçues comme des bénéfices tangibles au niveau local.

L'ITIE-BF mobilise les communautés locales pour une évaluation de la transparence des acteurs extractifs



Les responsables administratifs et coutumiers engagés pour la promotion de la transparence et de la redevabilité dans le secteur extractif.

Du 15 au 26 septembre 2025, le Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-BF) a mené une campagne nationale de sensibilisation pour préparer les populations à l'évaluation de la transparence prévue en 2026. L'objectif était de placer les citoyens au cœur du contrôle de la rente minière.

À travers des ateliers participatifs organisés dans plusieurs communes, les habitants ont exprimé leurs préoccupations. À Ziniaré, les populations ont déploré la difficulté d'accéder aux données et ont interrogé l'impact réel des mines sur le développement local. Les discussions à Zitenga ont quant à elles mis en relief une certaine frustration face aux promesses non tenues de certaines sociétés, tout en plaidant pour des mécanismes de contrôle plus rigoureux.

La problématique de la cohabitation

sécurisée a marqué les débats à Sabcé, Guiaro et Zabré, où les participants ont insisté sur la nécessité de formaliser le secteur artisanal pour réduire les conflits avec les sociétés minières. Enfin, à Gogo, les échanges ont porté sur l'urgence de créer des opportunités d'insertion professionnelle pour les jeunes au sein des sites miniers environnants.

Pour le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, le futur classement des performances des acteurs du secteur constitue un outil de pression positive. Ce mécanisme est destiné à inciter les entreprises et les administrations à plus de redevabilité à indiqué Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE.

L'évaluation proprement dite des acteurs, prévue en 2026, est basée sur des outils numériques et des enquêtes de terrain. Elle vise à ancrer durablement une culture de redevabilité publique et à renforcer la cohésion sociale dans les régions minières du Burkina Faso.



Ziniaré



Ziniaré

Participants aux échanges communautaires sur l'évaluation de la transparence minière lors de la campagne nationale de sensibilisation de l'ITIE-BF à Ziniaré.

Le SP-ITIE et la DGMG scellent une alliance stratégique pour la transparence des données



Le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF et la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) ont franchi une étape importante, le 22 octobre 2025, dans le renforcement de leurs relations institutionnelles. La visite de courtoisie du Secrétaire Permanent, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, au sein de la DGMG a permis d'ouvrir un dialogue stratégique autour de la transparence et de la redevabilité dans le secteur extractif.

Cette initiative a été chaleureusement accueillie par le Directeur Général des Mines et de la Géologie. Monsieur Aristide BELEMSOBGA a réaffirmé la disponibilité de ses services à collaborer de manière «constructive avec le SP-ITIE, les objectifs en matière de transparence et de bonne gouvernance sont partagés». Les échanges ont porté sur des dossiers techniques majeurs à savoir l'accès aux études de faisabilité, la transparence des

coûts de production, la contribution des sociétés minières au fonds de réhabilitation, le contrôle de la production et l'encadrement juridique du transport des minerais.

Au-delà des aspects opérationnels, les deux institutions ont convenu de travailler ensemble sur la sous-traitance minière et sur l'annuaire statistique du Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières. Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, Secrétaire Permanent du SP-ITIE, a souligné que cette démarche vise à instaurer une coopération technique durable afin de faciliter l'accès aux données stratégiques afin de garantir la qualité et la fiabilité des rapports annuels produits par le Burkina Faso.

Cette collaboration entre le SP-ITIE et la DGMG marque une volonté commune de transformer la gestion des ressources minérales en un modèle de gouvernance responsable au service du développement national.

Le SP-ITIE et la Chambre des Mines renforcent leur dialogue stratégique pour une transparence accrue



Le 7 novembre 2025, une rencontre de haut niveau a réuni le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF et la Chambre des Mines du Burkina. Cette séance de travail a permis de définir des axes prioritaires pour optimiser la mise en œuvre de la Norme ITIE et renforcer la transparence dans le secteur extractif.

Les chefs de département du SP-ITIE ont exposé les enjeux cruciaux liés à l'implication des compagnies minières. Parmi les points saillants figurent le renouvellement du mandat des représentants des sociétés au sein du Comité de Pilotage ainsi que la nécessité d'une participation plus assidue aux sessions de cette instance. Un accent particulier a également été mis sur le processus d'évaluation de la transparence dans le secteur. Monsieur Aristide NIKIEMA, chef du département en charge du suivi-évaluation, a souligné l'importance pour le personnel de la Chambre des Mines et des entreprises extractives de s'approprier le dispositif de notation.

À ce sujet, le Secrétaire Permanent de l'ITIE-BF, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, a insisté sur l'impact de ce classement sur l'image internationale des entreprises. Selon lui, une compréhension fine des critères d'évaluation par les sociétés minières est indispensable pour valoriser leur engagement en matière de redevabilité.

Innovation digitale et modernisation de la collecte

La modernisation des outils de travail a constitué un autre volet majeur de cette rencontre stratégique. Monsieur Barthélémy Lamoussa OUEDRAOGO, responsable de la mise en œuvre de la Norme, a plaidé pour une implication plus forte des points focaux, tout en annonçant le déploiement prochain d'une base de données certifiées de l'ITIE-BF. Cette innovation a été saluée par le Président de la Chambre des Mines, Monsieur Ousseni DERRA, comme une avancée majeure pour sécuriser et fluidifier la conciliation des données.

Une synergie renforcée pour la dissémination des données

Sur le plan de la communication, Madame Raïssa ZIDOUEMBA a sollicité une participation active de la Chambre des Mines à la future campagne nationale de dissémination du Rapport ITIE 2024. Cette volonté de transparence est partagée par la Directrice exécutive de la Chambre, Madame Priscille ZONGO, qui a confirmé que des démarches sont déjà engagées pour aligner la représentation du secteur privé sur les exigences de la Norme. Elle a toutefois insisté sur l'importance de la formation continue des points focaux afin de garantir une maîtrise parfaite des enjeux du processus ITIE.

Le SP-ITIE et le PARGFM consolident leur partenariat stratégique pour la transparence



Séance de travail entre le SP-ITIE et le PARGFM, consacrée au renforcement du partenariat et à la coordination des actions en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur minier.

Le Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF a échangé, le 5 décembre 2025, avec le Coordonnateur du Programme d'Appui à la Gouvernance du Secteur Minier (PARGFM), volet Mines, pour dresser le bilan de leur collaboration et renforcer le partenariat.

Le Secrétaire Permanent, Monsieur Eric Wilfrid Yirin ZOURE, accompagné de ses collaborateurs, a salué l'appui financier du PARGFM dans l'élaboration, la traduction et la dissémination du Rapport ITIE. Il a plaidé pour un accompagnement continu afin de relever les défis liés à la digitalisation de la collecte des données, au renforcement de la sensibilisation des populations locales et à l'optimisation de la communication autour des flux financiers du secteur minier.

Le Coordonnateur du PARGFM-volet Mines, Monsieur Moïse OUEDRAOGO, avec à ses côtés le responsable des marchés publics, Monsieur Ambroise ZOUNGRANA et le responsable du suivi-évaluation, Monsieur Adama SAWADOGO, a salué la pertinence

de cette démarche partenariale. Il a rappelé que les deux structures partagent une mission commune de gouvernance consistant à permettre aux citoyens et aux différentes parties prenantes de suivre avec rigueur la gestion des revenus extractifs. Tout en insistant sur la dimension stratégique de la transparence pour l'image du Burkina Faso sur la scène mondiale, Monsieur OUEDRAOGO a réaffirmé la volonté de son institution de poursuivre son accompagnement à l'ITIE Burkina Faso.

Cette rencontre marque ainsi une étape décisive vers une collaboration plus étroite, visant à garantir que les retombées de l'exploitation minière soient gérées de manière responsable et profitent durablement à l'ensemble de la nation.

Remise du rapport ITIE 2024 au Ministre de l'Économie et des Finances



Montée des couleurs



Atelier de sensibilisation



Sabcé



Sabcé



Zabré



Zabré



Kyon



Kyon



Pompoi



Pompoi

DIRECTEUR DE PUBLICATION

COPIL ITIE-BF

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉ

Eric Wilfrid Yirin ZOURE

Secrétaire Permanent de l'Initiative pour la
Transparence dans les Industries Extractives
(SP-ITIE)

RÉDACTRICE EN CHEF

Raïssa ZIDOUEMBA

Cheffe de Département Information,
Communication et Partenariat (DICP)

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Raïssa ZIDOUEMBA

Zoubaviel DABIRE

CRÉDITS PHOTO

Département Information, Communication et
Partenariat (DICP) du SP-ITIE

CONCEPTION MONTAGE

PAROLE

IMPRESSION

Tout Graphique Service (TGS)



387 Avenue de la Grande Chancellerie
01 BP 1328 Ouagadougou 01

 itieburkinafaso@gmail.com
 www.itie-bf.bf

 <https://x.com/Fasoltie>
 ITIE Burkina Faso